

Grande-Bretagne – Le gouvernement avait une unité secrète « effrayante » pour freiner la dissidence du confinement



[Source : anguillesousroche.com]

Selon une enquête du *Telegraph*, les détracteurs des restrictions imposées par le Covid ont été la cible d'une équipe de contre-désinformation au sein du gouvernement. Voici comment cela commence.

Le *Telegraph* révèle qu'une unité gouvernementale secrète a collaboré avec des entreprises de médias sociaux pour tenter de limiter les discussions sur les politiques controversées de confinement pendant la pandémie.

L'unité de contre-désinformation (CDU) a été mise en place par les ministres pour lutter contre les prétendues « menaces » intérieures et a été utilisée pour cibler ceux qui critiquaient le confinement et remettaient en question la vaccination de masse des enfants.

Les messages des détracteurs du confinement ont été supprimés des médias sociaux. On soupçonne de plus en plus les entreprises de médias sociaux d'avoir utilisé la technologie pour empêcher la promotion, la circulation ou le partage à grande échelle des messages après qu'ils aient été signalés par la CDU ou son homologue du Cabinet Office.

Des documents révélés dans le cadre de demandes de liberté d'information et de protection des données ont montré que les activités d'éminents critiques des politiques du gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme étaient secrètement surveillées.

Le gouvernement a fait appel à une société d'intelligence artificielle (IA) pour parcourir les sites de médias sociaux. Cette société a repéré les discussions qui s'opposaient aux passeports vaccinaux.

Bon nombre des questions soulevées étaient valables à l'époque et se sont avérées fondées depuis.

La BBC a également participé à des réunions secrètes d'un forum politique gouvernemental visant à lutter contre la soi-disant désinformation.

Vendredi, des députés et des défenseurs de la liberté d'expression ont condamné ces révélations, les qualifiant de « vraiment effrayantes » et d'« outil de censure des citoyens britanniques », à l'instar de ce que fait le

Parti communiste chinois.

Une grande partie des travaux du gouvernement sur la désinformation est entourée de secret pour des raisons de « sécurité nationale ». De grandes parties de documents officiels sont encore expurgées.

En Amérique, Twitter a publié des informations similaires montrant comment le gouvernement américain a également mis en place un programme secret pour limiter les discussions sur les fermetures de Covid.

On apprend aujourd'hui que les activités du professeur Carl Heneghan, l'épidémiologiste d'Oxford qui a conseillé Boris Johnson, et du docteur Alexandre de Figueiredo, chercheur à la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), ont été surveillées par les unités de désinformation du gouvernement.

Molly Kingsley, qui a lancé une campagne pour que les écoles restent ouvertes pendant la pandémie, a également vu son activité sociale surveillée.

Outre la CDU, le gouvernement a mis en place une unité de réaction rapide (RRU) au sein du Cabinet Office, qui traquait en ligne les contenus considérés comme de la désinformation.

La CDU, qui fonctionne toujours, était intégrée au ministère de la Culture, des Médias et des Sports (DCMS).

Le département a le statut de « signaleur de confiance » auprès des entreprises de médias sociaux, notamment Facebook et Twitter, ce qui signifie que les demandes de suppression de contenu sont examinées rapidement.

Dans certains cas, des personnes dont les messages sur les médias sociaux ont été enregistrés par les unités ont ensuite fait l'objet de sanctions de la part de Twitter et de Facebook. Les ministres ont nié avoir demandé la suppression des messages du professeur Heneghan, du docteur de Figueiredo ou de Mme Kingsley.

Le gouvernement a déclaré que le CDU « s'attache à aider le gouvernement à comprendre les récits de désinformation en ligne et à comprendre les tentatives de manipulation artificielle de l'environnement d'information ».

Le gouvernement a également organisé un forum sur la politique de lutte contre la désinformation, qui a réuni des fonctionnaires du DCMS et des géants de la technologie – dont Facebook et Google – ainsi que la BBC pour discuter de la manière de limiter la diffusion de ce qui était considéré comme de la désinformation COVID-19.

Ce forum et les deux unités n'ont pas été les seuls moyens utilisés par le gouvernement pour faire pression sur les entreprises de médias sociaux pendant la pandémie.

Les Lockdown Files, publiés par le Telegraph au début de l'année, ont révélé que Matt Hancock, l'ancien ministre de la Santé, a fait pression à plusieurs reprises sur Sir Nick Clegg, l'ancien vice-premier ministre, aujourd'hui cadre chez Facebook, au sujet de la désinformation sur les vaccins.

Facebook n'a pas caché ses efforts pour lutter contre la désinformation au sujet de Covid. Pendant la pandémie, il a supprimé des messages et, rien qu'en avril 2020, il a apposé des étiquettes d'avertissement sur environ 50 millions de contenus.

La CDU a été créée en 2019 et s'est concentrée sur les élections européennes avant de s'intéresser à la pandémie.

Pendant Covid, l'unité a travaillé en étroite collaboration avec la RRU du Cabinet Office, aujourd'hui disparue, dont les responsabilités comprenaient la lutte contre les « prétendus "experts" diffusant des informations erronées dangereuses ».

L'URR a admis, dans une demande d'information obtenue par Big Brother Watch et transmise au Telegraph, qu'elle demandait que des messages sur les médias sociaux soient supprimés.

Dans le cadre de son travail, le Cabinet Office a également transmis à la CDU des rapports de « surveillance des médias ».

Des documents ont révélé que les documents signalés au CDU comprenaient des articles publiés par le Telegraph.

L'un d'entre eux était un article de Mme Kingsley publié en février 2022, dans lequel elle affirmait qu'il était « indéfendable » que la vie des enfants ne soit toujours pas revenue à la normale alors que le reste de la société l'était. Elle a exhorté les ministres à déclarer clairement que les activités extrascolaires des enfants ne devaient pas faire l'objet de restrictions supplémentaires.

L'un des tweets de Mme Kingsley datant de décembre 2020, dans lequel elle déclare qu'il serait « impardonnable de fermer les écoles », a également été transmis à la CDU.

J'ai donné une citation au Telegraph qui n'a pas été utilisée. Je me permets donc de l'inclure ici.

« Le grand danger de confier à l'État et aux entreprises financées par l'État le soin de surveiller et, dans certains cas, de supprimer la "désinformation" est que les hommes politiques et les fonctionnaires ne pourront pas résister à la tentation de classer des critiques parfaitement légitimes de leurs politiques dans ces catégories, puis d'utiliser leur statut de "signaleur de confiance" auprès des entreprises de médias sociaux pour les faire supprimer, comme cela s'est produit pendant la pandémie », a déclaré le ministre de l'Intérieur.

« Ce qui était au départ un désir compréhensible de protéger le public des menaces étrangères en matière de cybersécurité s'est transformé en un outil de censure des citoyens britanniques.

Il est dans l'intérêt du gouvernement conservateur de mettre un terme à cette situation, car il y a fort à parier qu'un gouvernement travailliste utilisera ces outils à une bien plus grande échelle pour réprimer les dissidents.

La solution consiste à intégrer des protections beaucoup plus fortes de la liberté d'expression dans le projet de loi sur la sécurité en ligne, afin que les entreprises de médias sociaux puissent être poursuivies en justice pour avoir empêché l'expression de points de vue parfaitement légitimes. »

Stop Press : L'équipe d'investigation du Telegraph en dit plus sur l'unité de lutte contre la désinformation ici. Entre-temps, Fraser Nelson a écrit sur la façon dont Facebook est une loi en soi lorsqu'il s'agit de censurer un contenu qu'il juge « faux » ou « trompeur ».

Lire aussi : Le Premier ministre britannique est interrogé sur « l'enregistrement des dissidences politiques sur les médias sociaux »

Source : The Daily Sceptic – Traduit par Anguille sous roche